

Fermetures de trésoreries : la mobilisation s'amplifie à Caraman

Publié le 10/07/2019 à 03:48

Vendredi dernier, personnels, élus, syndicats étaient réunis à Caraman contre le projet des fermetures des trésoreries de Baziege et Caraman prévues au premier janvier 2020. Après une photo devant la trésorerie de Caraman, ensemble, ils ont tenu une conférence de presse en mairie contre la désertification organisée des territoires ruraux. Les conseillers départementaux des cantons de Revel, Castanet, les présidents des intercommunalités des Terres du Lauragais et du Sicoval, les maires d'Auriac-surVendinelle, Beauville, Le Cabanial, Cambiac, Lanta, Prunet, Saussens, Segreville, Vallesvilles, Deyme sont venus soutenir les maires de Caraman et Baziege contre la fermeture des services publics sur leur commune.

Un besoin essentiel en milieu rural

Les représentants des syndicats CGT et Solidaires des Finances Publiques ont fait un point d'étape sur le projet de la direction. Le recouvrement de l'impôt disparaîtrait au 1er janvier 2020 des trésoreries de Baziege et Caraman et en 2021 de celles de Revel et Villefranche-de-Lauragais. Les contribuables du Lauragais dépendraient de Toulouse Ranguel. La gestion des communes serait centralisée sur la trésorerie de Castanet en 2020 en lieu et place de Caraman et Baziege, puis en 2021 pour Revel et Villefranche-de-Lauragais.

L'ensemble des élus a condamné le projet. Après le grand débat, la proximité des services publics était ressortie comme un besoin essentiel en milieu rural. Les points de contact à la place des trésoreries n'ont convaincu personne. Les maires ont réaffirmé leur attachement à la gestion de leur commune par les comptables publics et les personnels. Ils ont salué leur travail et conseil au quotidien. Ils s'inquiètent de devoir dépendre demain d'une seule trésorerie située à Castanet. Ce serait un seul comptable public pour trois intercommunalités, 109 communes, 155 budgets principaux et 260 régies. Les maires ont prévu de délibérer contre ce projet lors de leurs prochains conseils municipaux et sont prêts, pour certains, à monter à Paris. Les syndicats ont appelé à faire signer massivement la pétition, à délibérer et à rejeter le plan Darmanin.